

# Stoppons l'emprise des multinationales à l'OMC avant Hong Kong !



## L'OMC

Créée le 1er janvier 1995, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) s'occupe aujourd'hui de tous les sujets ayant trait au commerce mondial. 148 Etats sont à ce jour membres de l'OMC.

Etape importante de la marchandisation progressive de la planète, la 6ème Conférence interministérielle qui se tiendra à Hong-Kong du 13 au 18 décembre doit conclure le cycle des négociations lancé à Doha en 2001, appelé « Cycle du développement ». Produits agricoles et services sont dans le viseur des libéraux qui souhaitent déréglementer et déréguler ces marchés.

En raison notamment d'une forte contestation populaire, les réunions de Seattle (1999) et de Cancun (2003) n'avaient pu voir les Etats du Nord imposer à ceux du Sud leur vision du développement et de la mondialisation néolibérale. Depuis, l'OMC a changé sa stratégie de négociation. Les négociations tenteront de résoudre les questions les plus conflictuelles durant les Conseils Généraux à Genève, évitant ainsi les feux des projecteurs et la pression populaire qui ont contribué aux précédents blocages. D'ici à Hong-Kong, toute l'attention est portée sur le Conseil Général d'Octobre à Genève, durant lequel d'importantes décisions devraient se prendre pour tous les secteurs. Les décisions seraient prises d'une manière encore plus opaque et non démocratique.

## POURQUOI SE MOBILISER ?

La société civile doit s'opposer à la nouvelle stratégie de l'OMC qui consiste à éloigner de la pression de la société civile toutes les négociations qui concernent pourtant l'avenir de l'humanité.

C'est à nous de faire que la réunion de Hong-Kong soit un échec cuisant pour les Etats du Nord dans leur volonté de s'appropriier les marchés des Etats du Sud. Même si nous n'allons pas à Hong-Kong en décembre, il est important que partout dans le monde nous organisions une contestation massive de la gestion capitaliste de la mondialisation et que nous affirmions les principes d'une mondialisation solidaire : annulation sans condition de la part illégitime de la dette des pays du Sud, respect de la souveraineté des territoires, interdiction de toute opération spéculative sur les monnaies.

Pour les Européens, un constat s'impose : le Commissaire au Commerce, le blairiste Peter Mandelson est dans la droite ligne de ses prédécesseurs Leon Britain et Pascal Lamy. Ce qui s'explique par ses convictions personnelles (« nous sommes tous des Tchatchériens » écrivait-il dans le Times du 10 juin 2002), mais également par un soutien sans faille des 25 gouvernements à une libéralisation tous azimuts. Toute action sur les négociations à l'OMC passe par une remise en cause du mandat conféré au Commissaire au Commerce par les gouvernements. Ce mandat a été adopté en 1999, avant Seattle, et même si il a été confirmé par la suite, c'est un mandat qui répond aux attentes des firmes transnationales. L'union européenne doit procéder à une réévaluation de sa position de négociation et constater que le mandat n'est plus pertinent. Il est urgent que l'Union européenne cesse de dicter aux pays du Sud ce qu'elle juge bon pour leur développement et qui en fait ne sert que les intérêts des capitalistes européens. Il est urgent que l'Union européenne accepte enfin que ces pays décident eux-mêmes sur la base de quels critères ils veulent se développer.

## LA FAÇADE DE L'OMC EST BELLE. LA RÉALITÉ L'EST MOINS.

Au-delà des discours convenus, de quoi s'agit-il ? Quel but poursuivent ceux qui veulent que les négociations aboutissent ? Au profit de qui ? Il n'y a qu'un objectif : ouvrir les marchés. Au profit d'une seule catégorie de pays : ceux qui ont quelque chose à exporter.

Ouvrir les marchés du Sud aux produits agricoles d'Europe, des Etats-Unis et des autres exportateurs industrialisés ; ouvrir les marchés du Sud aux produits industriels des pays du Nord, ouvrir les marchés du Sud aux entreprises fournisseurs de services d'Europe et des USA. Ils appellent ça le libre-échange. Et ils prétendent que plus il y a de libre-échange, plus il y a de richesse répartie.

Or, contrairement à ce matraquage idéologique du patronat et du complexe politico-médiatique à son service, accroître le libre-échange ne profite pas à tous. Le système commercial multilatéral n'a pas été conçu pour améliorer le sort de l'humanité. Il a été mis en place pour transformer la planète en un unique marché pour le bénéfice des plus puissants, c'est-à-dire des entreprises transnationales qui contrôlent les Etats du Nord et n'ont plus qu'un obstacle à franchir pour assurer leur toute puissance : supprimer la souveraineté des peuples du Sud consacrée par la décolonisation.

Les négociations à l'OMC apparaissent dès lors sous leur vrai jour : elles devraient préoccuper chaque femme et chaque homme sur cette terre car elles organisent la domination de la planète au profit d'un petit nombre. Ce qui se passe à l'OMC est en fait le problème politique primordial. Ce qui se passe dans chaque pays n'est que la conséquence de ce que nos gouvernements – tous, quels qu'ils soient – ont négocié et négocient encore dans cette enceinte.

### LES PRODUITS AGRICOLES

Pour les produits agricoles, il s'agit de diminuer progressivement les quotas à l'importation ainsi que les barrières tarifaires (droits de douane) afin que les zones géographiques les plus « performantes » (pour lesquelles les prix de revient sont les plus bas) se spécialisent dans ces productions et se chargent d'exporter vers les autres régions du monde, lesquelles peuvent alors se spécialiser dans d'autres productions et ainsi gagner en efficacité en diminuant à leur tour leurs prix de revient.

L'objectif est simple : que chaque pays se spécialise dans les domaines dans lesquels il dispose d'un avantage comparatif et l'ensemble des pays bénéficieront des échanges marchands qui accompagnent cette spécialisation internationale du travail.

A ce modèle théorique, nous opposons quelques objections :

- ce modèle ne reconnaît pas le principe de souveraineté alimentaire (le droit pour chaque territoire de produire en priorité pour sa population locale et de ne pas dépendre pour son alimentation de territoires sur lesquels elle ne dispose d'aucun contrôle démocratique)
- ce modèle présente chaque Etat sur un pied d'égalité, alors que les pays du Nord (Union européenne et Etats-Unis) possèdent une avancée technologique très importante leur permettant de produire de grandes quantités industrielles, qui plus est sont exportées à des prix inférieurs au coût de production du fait des subventions agricoles que ces deux instances versent à leur gros producteurs agro-industriels).
- ce modèle est écologiquement désastreux, puisqu'il impose que des produits traversent les continents et les océans alors qu'ils pourraient être produits localement.

#### Le poulet africain

Depuis quelques années, les exportations de poulets européens vers certains pays africains sont en constante augmentation. C'est la conséquence directe de l'entrée de ces derniers dans l'OMC : la réduction des droits de douane a permis aux importateurs locaux d'augmenter leurs ventes. Le poulet européen, produit industriellement et fortement subventionné, est en moyenne deux à trois fois moins cher que le poulet produit localement... Les producteurs locaux, contraints de stopper leurs exploitations, se retrouvent sans emploi, et l'état n'est plus capable de nourrir sa population. A cela s'ajoute des problèmes sanitaires : les réglementations en Afrique ne sont pas les mêmes qu'en Europe, et les exportateurs en profitent pour doper les poulets de manière à réduire les temps de production - les produits utilisés ne sont pas encore éliminés lorsque le poulet est congelé... Le transport de la viande pose également problème : la chaîne du froid n'est pas forcément respectée jusqu'à destination. Selon une enquête menée au Cameroun, 83,5% des morceaux de viande venant de différents points de vente seraient impropres à la consommation.

### LES SERVICES

Pour les services, qui représentent environ les deux tiers des emplois et du PIB des économies des Etats industrialisés, il s'agit de permettre aux entreprises de services d'exporter leurs compétences à travers le monde afin de donner à chaque individu accès à des services de qualité.

Ce volet des négociations au sein de l'OMC se fait dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS), dont le projet de Directive dite « Bolkestein » est l'illustration au niveau de l'Union européenne. Il s'agit en fait de n'autoriser comme conception des services qu'une seule conception marchande : on met par exemple sur le même plan le service vendu lorsqu'on occupe une chambre d'hôtel ou lorsqu'on se fait livrer une pizza et le service fourni lorsqu'on reçoit des soins médicaux dans un hôpital.

Cette conception strictement marchande des services entraîne de fait l'abandon de la notion de service public, c'est-à-dire des services devant servir à satisfaire des besoins fondamentaux et face à la fourniture desquels chaque femme et chaque homme est égal en droit, quelles que soient ses ressources et quel que soit son lieu de résidence.

#### Pour en savoir plus ...

<http://www.france.attac.org>  
<http://www.urfig.org>  
<http://www.confederationpaysanne.fr>  
<http://www.omc-wto.org>  
<http://www.hkpa-wto.org>

La libéralisation des marchés des services, quel que soit l'endroit de la planète que l'on considère, a pour conséquence de mettre en place une société à deux vitesses : à ceux qui ont les moyens de payer, la possibilité de s'acheter les prestations de services des entreprises présentes sur le marché ; aux autres, les restes d'un service public disposant d'un budget réduit au minimum.

[www.campus.attac.org](http://www.campus.attac.org) - [attac-campus@attac.org](mailto:attac-campus@attac.org) %